

Privatisations: Le Trésor tenté par la Bourse

• L'ouverture du capital de quelques entités se ferait via le marché

• OCP, Crédit Agricole du Maroc, Al Omrane... des prospects qui séduisent

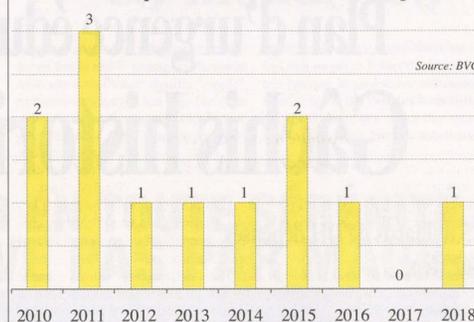
• Une opération en 2019 se limiterait aux entreprises déjà cotées

EN dehors de l'institution d'un abattement de 50% sur les bénéfices distribués par les Organismes de placement collectif en immobilier (OPCI) aux sociétés actionnaires, le secteur financier est l'un des grands oubliés du projet de budget 2019. Par contre, l'inscription d'un montant de 5 milliards de DH au titre des recettes de privatisation pourrait apporter un peu

d'oxygène à la Bourse en particulier. «Nous allons profiter du processus d'ouverture du capital d'un certain nombre d'entreprises

publiques pour dynamiser la Bourse», s'est engagé Mohamed Benchaâbou, ministre des Finances, lors de la présentation du pro-

La Bourse peine à attirer de nouvelles entreprises



Seulement douze entreprises ont franchi le pas depuis 2010. Cela reste très pauvre pour les ambitions de la Place. La réforme est loin de mobiliser toutes les parties prenantes. La mise en œuvre de la feuille de route

jet de loi de finances devant la presse. Les appels du management de la Bourse pour inciter l'Etat à reconsidérer la Bourse dans les opérations de privatisation sont restés inaudibles. Derrière les appels d'offres et les attributions directes, la Bourse est la troisième option pour la réduction de périmètre de la présence de l'Etat dans l'économie. La relance du programme de privatisation pourrait être plus favorable à des opérations via la Bourse. En tout cas, il y a plusieurs noms (OCP, Crédit Agricole du Maroc, Al Omrane...) qui font rêver les dirigeants de la Place de Casablanca, à la recherche d'une opération du type Maroc Telecom en 2004. Plusieurs entreprises et participations publiques sont inscrites depuis un moment sur la liste de cessions probables. Certains établissements publics seront transformés en société anonyme pour une ouverture du capital au privé si besoin est.

Le gouvernement reste pour l'instant évasif sur les entreprises concernées par la vague de 2019. Ce qui nourrit des spéculations, au cas où certaines opérations devraient se concrétiser sur le marché boursier. Pour les professionnels, cette hypo-

Quelques transactions réalisées par l'Etat en Bourse

- 2004 • Mise en Bourse de 14,9% de Maroc Telecom 8,9 milliards de DH
- 2007 • Cession de 4% de Maroc Telecom 4,6 milliards de DH
- 2016 • Cession de 40% de Marsa Maroc 1,9 milliard de DH

Source: Ministère des Finances

La relance du programme de privatisation pourrait être plus favorable à des opérations via la Bourse. Le marché est toujours en quête d'une opération du type Maroc Telecom en 2004

thèse réduit le périmètre aux participations du Trésor dans Maroc Telecom et Marsa Maroc. «Le processus de privatisation est très long et peut prendre au moins deux ans, à moins que l'Etat ne mise sur des opérations sur des entreprises déjà cotées», analyse une source. Le Trésor détient encore 30% de Maroc Telecom et 60% du capital de Marsa Maroc. Mais, «il ne faut pas compter que sur les entreprises publiques pour dynamiser la Bourse», avait insisté Mohamed Boussaid, ancien ministre des Finances, lors de l'introduction en Bourse de Marsa Maroc en 2016.

Les efforts de la Bourse pour attirer de nouvelles entreprises sont vains. Seulement douze entreprises ont franchi le pas depuis 2010. Cela reste très pauvre pour les ambitions de la Place. Les pistes de réforme fixées dans la feuille de route tardent à se traduire en action. Un comité composé du Trésor, de l'Autorité du marché et de la Bourse est chargé du suivi de la mise en œuvre de la feuille de route. Sauf que ce dernier n'aurait tenu aucune réunion jusque-là, indique un responsable de la Place. Après le rebond des cours sur les deux dernières années, la physionomie du marché actuellement doit refroidir plusieurs prétendants à la Bourse. □

F.Fa